

Un certain gaullisme syndical

Sur le plan politique, la V^e République a su rassembler autour de l'U. N. R. ou de la nouvelle association de Malraux, un ramassis d'aventuriers et de lèche-bottes, à la recherche d'une bonne place à prendre.

Sur le plan syndical, l'opération d'intégration des centrales à l'appareil d'Etat n'a pas abouti.

Néanmoins, un des traits les plus significatifs de la bataille du référendum aura été l'affirmation de courants pro-gaullistes dans les centrales F. O. et C. F. T. C., pour ne pas parler de la C. G. C. (où les pro-O. A. S. sont légion).

En réalité, la pression de ces courants a été telle qu'elle a réussi à EMPECHER F. O. et C. F. T. C. de prendre position formellement et explicitement pour le NON du référendum, alors que l'attitude de la S. F. I. O. et du M. R. P. aurait dû normalement balayer toute répugnance de leur part à s'aligner sur les positions de la C. G. T. et du P. O. F.

En situant le débat, dans chacune de ces centrales, sur le terrain, soit de la « liberté de vote » pour leurs adhérents ou du « neutralisme apolitique », les directions F. O. et C. F. T. C., mettant le OUI et le NON sur le même plan, ont révélé par là qu'elles voyaient dans le régime même de réelles possibilités d'action.

Eugène Descamps, secrétaire C. F. T. C., un des porte-parole de la « gauche » de cette centrale évoquant devant le congrès de l'U. D. C. F. T. C. du Nord à Hailuin déclarait : « La C. F. T. C. ne sera ni dans le camp des Non ni dans le camp des Oui. Mais dans les semaines qui viennent, elle affirmera fortement sa conception d'une démocratie moderne : un exécutif stable, un Parlement qui contrôle, ne plus revoir les excès de la IV^e République, mais ne pas tolérer l'EXCES (souligné par nous) du pouvoir personnel. Ce qui importe, c'est qu'il soit donné une place plus importante — et non seulement consultative — aux grandes organisations professionnelles » (Le Monde, 9-10-62). Voilà qui éclaire d'un jour nouveau le vote des représentants C. F. T. C. (et aussi F. O.) en faveur du IV^e plan au Conseil économique et social.

Déjà au 31^e congrès confédéral C. F. T. C., en juin 1961, le secrétaire général G. Levard déclarait à propos de l'élaboration du IV^e plan : « Cette fois le syndicalisme des salariés est entré par la grande porte au Commissariat général du plan ».

« ...la méthode a beaucoup progressé. Nous y sommes pour quelque chose », « Il se réalise en ce moment, en France, un effort très original dont nous ne voyons rien d'approchant dans aucun pays du monde ».

Ceci marque incontestablement un succès du gaullisme, l'aile du grand capital qui prétend remodeler, moderniser et développer les structures du pays et ce n'est pas par hasard non plus, que la Confédération nationale des Jeunes Agriculteurs soutient, en fait, le projet Pisani en matière d'agriculture. La lutte du capitalisme modernisé contre des branches retardataires, archaïques voire parasitaires de l'économie risque ainsi de trouver à ses côtés, une aile du mouvement ouvrier. C'est l'éternelle tentation des réformistes de tous poils pour qui le meilleur moyen de marcher au socialisme est d'entrer dans les rouages de l'Etat bourgeois.

Un des « théoriciens » les plus conséquents de cette mouture rénovée du vieux réformisme, Serge Mallet, obnubilé par l'apparition des « nouvelles couches sociales ouvrières » issues des secteurs modernisés, très écouté dans la C. F. T. C. (et par ailleurs membre de la direction du P. S. U.) considérait déjà, après le référendum de 1958, que : « Refuser le régime est une absurdité à laquelle, au lendemain du référendum, nul n'a plus même fait allusion » et conseillait au mouvement ouvrier d'agir en « s'insérant dans une position à la fois critique et constructive dans l'organisme économique dont contribuera à faire éclater les contradictions et à les faire servir à la réalisation de ses propres objectifs... Le mouvement ouvrier, réorganisé sur des bases modernes peut progressivement, utilisant l'ensemble de ses armes politiques, syndicales et économiques, s'assurer le contrôle d'un certain nombre de mécanismes de l'Etat producteur ».

L'attitude complaisante à l'égard des aspects « modernistes du grand capital a et aura fatalement des conséquences sur l'action même du mouvement ouvrier car elle implique :

1 — Un appui à la politique de productivité du capitalisme français et à sa lutte concurrentielle.

2 — Le silence ou les conseils platoniques aux ouvriers licenciés par le fait de la concentration capitaliste, voire leur trahison lorsqu'ils se lancent dans des « grèves sauvages » assimilées à du « poujadisme » ouvrier.

3 — L'adaptation à l'inégalité des conditions ouvrières. Ceci implique le refus de lutter pour des conventions collectives nationales toutes branches et conduit aux accords d'établissement dont les avantages sont fonction des profits du capitaliste.

4 — Un renoncement à l'égalisation des salaires, aux revendications de parité, aux augmentations uniformes, etc... toutes revendications incompatibles avec l'inégalité de développement du capitalisme, etc...

Mais ceci ne serait pas complet si nous oublions de faire figurer dans ce tableau des plats réformistes, un propre secrétaire de la C. G. T., Le Brun, qui lui aussi n'a pas hésité à faire action commune avec des partisans du Oui (lettre à l'Express de Emmanuel d'Astier, Dornach, Gaudez, Suffert, Lebrun, etc...).

Les considérations évoquées plus haut sont d'ailleurs entièrement valables pour Lebrun, l'économiste de la C. G. T. Déjà en 1956, dans un débat sur l'unité syndicale Lebrun s'adressant à ses collègues de F. O. et C. F. T. C. considérait que la guerre froide avait empoisonné les questions de la productivité et de l'Europe et qu'un accord était possible entre les 3 centrales sur ces 2 points :

1^o Sur une productivité essentiellement basée sur la mise en œuvre matérielle des progrès techniques, sur ces investissements productifs dont la réalisation NOUS (souligné par nous) pose d'importantes questions d'emploi et

AVANT LE REFERENDUM LES PRIMES APRES, LES REQUISITIONS !

DE GAULE est un bon père pour son peuple. Il utilise le sucre d'orge et le martinet pour son bien.

Le sucre d'orge avant le référendum. Augmentations de salaire en tout genre. Les fonctionnaires civils et militaires, les agents des collectivités locales, les salaires des secteurs nationalisés, les retraités, les travailleurs au S.M. I.G., tous les bénéficiaires des Allocations familiales, toutes les victimes des abattements de zones ont obtenu des augmentations variant de 2 à 8%. Dans le même temps, le patronat, pour encourager le OUI, parce qu'il craint le désordre, donnait partiellement satisfaction à certaines revendications des travailleurs de la métallurgie, de la chimie, des banques.

Le martinet après le référendum. Aux travailleurs du métro, le pouvoir répond par la réquisition et pour ce, il recourt à des dispositions sur l'organisation de la Nation en temps de guerre.

La méthode du sucre d'orge n'a que très partiellement réussi. Les résultats mêmes du référendum en témoignent. En effet, si le nombre des OUI reste plus élevé que celui des NON, c'est dans les circonscriptions ouvrières que l'on remarque les reculs les plus importants pour le général.

D'autre part les travailleurs interprètent les résultats comme un encouragement. Et si les conducteurs du Métro, mal soutenus par leurs organisations syndicales, ne sont pas passés outre aux ordres de réquisitions, les travailleurs du Rail, l'Enseignement se préparent à manifester pour leurs revendications.

La méthode du martinet pourrait se montrer aléatoire.

Quoi qu'il en soit, le caractère autoritaire du régime va s'accroître. Sans s'opposer à toutes revendications, le gouvernement n'hésitera pas à recourir envers les travailleurs et leurs organisations, à des mesures comme celles qu'il a prises envers les conducteurs du réseau souterrain.

Les résultats du référendum — et se sera encore plus net après les élections législatives — montrent que l'illusion gaulliste se dissipe dans la classe ouvrière.

Le moment est favorable pour les directions syndicales — en particulier la C.G.T. — de lancer une grande campagne.

Contre toutes les atteintes au droit de grève.

Pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et le retour à la semaine de 40 heures.

LA CONDITION OUVRIERE (Suite)

Dans le cadre d'une série d'articles sur « la condition ouvrière », nous avons montré le mois dernier dans l'Internationale que les travailleurs subissaient des semaines de travail bien plus longues que la durée officielle et que la productivité ne cessait de s'accroître.

Pour commencer, nous avons reproduit un tableau concernant la productivité à la S.N.C.F. De ce tableau, il ressortait que la productivité par cheminot a été multipliée par 2,8 depuis 1938.

Le tableau suivant concerne les industries sidérurgiques.

	Production en milliers de tonnes	Effectifs ouvriers occupés	Rendement individuel annuel
1938... ..	6.216	138.600	44
1950... ..	8.652	128.800	67
1960... ..	17.281	126.000	130
1965... .. (prévisions IV ^e Plan)	25.000	De 136.000 à 139.000	162

Ces quelques comparaisons, partant de ce tableau, montrent qu'en dix ans, avec moins de personnel (période 1950-1960), la production a doublé ainsi que le rendement annuel.

Quant au IV^e Plan, si ces objectifs étaient atteints en 1962, les comparaisons par rapport à 1938 seraient les suivantes : production × 4 ; rendement individuel annuel × 3,7 avec des effectifs sensiblement égaux.

Dans l'industrie automobile, on retrouve la même tendance.

De 1957 à 1961, la production de l'automobile a augmenté de 47,9 % ; les effectifs de 11,5 % ; la productivité de 34,5 %.

de rémunération des travailleurs, de financement, de localisation, etc...

2^o Sur l'Europe, ou Lebrun considérait qu'il était possible de « soutenir en commun les efforts de la commission européenne de l'O. N. U. », et « d'assurer totalement la représentation consultative des travailleurs dans les organismes de la petite Europe et pour le moins dans la C. E. G. A. » (Le Peuple, n° 515 du 1-10-56).

On voit donc que toutes ces nouvelles convergences que le référendum a mises à jour sont une menace pour le mouvement ouvrier. Il est relativement habituel que ce soit le mouvement syndical qui répercute le plus facilement la pression du capitalisme. Il devient impérieux que le vide créé par le manque de politique révolutionnaire, voire l'absence d'autonomie d'action de la classe ouvrière pour les objectifs propres, soit rapidement comblé pour briser les reins de nos nouveaux conseillers.

Le IV^e Plan prévoit les modifications suivantes :

Production	+ 49 %
Effectifs	+ 13 %
Productivité	+ 32 %

Dans les autres branches industrielles, les tableaux corroborent les chiffres concernant l'industrie automobile et l'industrie sidérurgique.

MACHINISME AGRICOLE

Productivité apparente des heures de travail (1)	1960	1961	1965
	100	108	152
			Prévisions (Plan)

MATERIEL ROULANT

	Productivité de l'heure de travail					
	1956	1957	1959	1960	1961	1965
Matériel de transport	86,8	95	100	102	94,5	111
Matériel de traction	92	100,6	100	103,1	106,1	109,1
Réparation	86	100,6	100	102,9	104	106

MACHINES-OUTILS

Productivité de l'heure de travail	1956	1957	1959	1960	1961	1965
	97,7	97,7	100,6	100	107,2	112,5

CONSTRUCTION MECANIQUE (moins l'automobile et les constructions navales)

	1959	1960	1965	Variation
Production	100	103,8	149,8	+ 49,8
Effectifs	100	103	118	+ 18
Productivité	100	105	127	+ 27

Dans les branches de la métallurgie où les statistiques sont moins bien établies, il en est de même ; par exemple, pour l'aéronautique et la construction électrique : accroissement de 5,8 % de la productivité prévu dans le IV^e Plan.

Malgré l'absence de statistiques pour les industries chimiques, pour les industries alimentaires, tout porte à croire que l'accroissement de la productivité est une donnée générale.

(A suivre.)

1) Productivité : rapport entre la production et le nombre de travailleurs.